



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés
les 31 décembre 2023 et 2022





Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction de la Société est responsable des états financiers consolidés d'Aya Or & Argent Inc. (la « Société » ou « Aya »). Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables IFRS (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et les interprétations du *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC ») et reflètent les meilleures estimations et le jugement de la direction en fonction de l'information présentement disponible.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités. Le comité d'audit passe en revue les résultats des états financiers consolidés avant que ces derniers soient soumis au conseil d'administration pour approbation.

AYA OR & ARGENT INC.

1320 boulevard Graham, bureau 132, Mont-Royal (Québec) H3P 3C8, Canada
Courriel : info@ayagoldsilver.com | www.ayagoldsilver.com



KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Tour KPMG

600, boul. de Maisonneuve Ouest, Bureau 1500

Montréal (Québec) H3A 0A3

Canada

Téléphone 514-840-2100

Télécopieur 514-840-2187

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Aya Gold & Silver Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Aya Gold & Silver Inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- Les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates
- les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des informations significatives sur les méthodes comptables;

(ci-après les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période en cours. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport de l'auditeur.

Évaluation d'indices de dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 4 et 7 des états financiers consolidés. L'entité possède des actifs d'exploration et d'évaluation d'une valeur de 60 012 \$ qui comprennent des droits de propriétés minières d'une valeur de 24 114 \$ et des dépenses d'exploration et d'évaluation différées de 35 898 \$. L'entité examine s'il y a dépréciation de la valeur comptable des actifs d'exploitation et d'évaluation s'il existe des indices de dépréciation, habituellement lorsque l'une des circonstances suivantes s'applique :

- les droits d'exploration sont échus ou viendront à échéance dans un avenir rapproché;
- aucune future dépense d'exploration importante n'est planifiée;
- des quantités commercialement viables n'ont pas été découvertes et les activités d'exploration et d'évaluation seront abandonnées;
- il est peu probable que la valeur des actifs d'exploration et d'évaluation soit entièrement recouvrée à la suite du développement ou de la vente.

L'entité effectue une évaluation des indices de dépréciation potentiels à chaque période de présentation de l'information financière. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est ensuite estimée.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation d'indices de dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur des droits de propriétés minières et des dépenses d'exploration et d'évaluation différées. Cette question a été l'une des plus importantes, compte tenu des difficultés à évaluer les résultats de nos procédures d'audit visant à évaluer la détermination par l'entité à savoir si les facteurs, dans leur ensemble ou de manière individuelle, constituent des indices de dépréciation.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit comprennent ce qui suit :

Nous avons apprécié l'évaluation de l'entité des indices de dépréciation potentiels et avons déterminé qu'elle était conforme à ce qui suit :

- les informations figurant dans les communiqués de presse de l'entité;

- d'autres éléments probants obtenus dans d'autres aspects de l'audit, y compris les résultats des activités d'exploration et toute mise à jour de l'information relative aux réserves et aux ressources minérales.
- L'information est obtenue de ce qui suit :
 - la lecture des communications internes de l'entité à la direction et au conseil d'administration;
 - l'inspection des données publiques pour les variations du prix des marchandises applicable.

Nous avons évalué le statut du droit d'exploration de l'entité en discutant avec la direction et en examinant sa correspondance avec les autorités gouvernementales pour repérer si certains droits pourraient être perdus ou ne pas être renouvelés par les autorités gouvernementales.

Nous avons pris en considération les activités réalisées à ce jour dans des zones sélectionnées où l'entité a un droit d'explorer en comparant les dépenses réelles aux dépenses prévues au budget ainsi que les flux de trésorerie disponibles pour satisfaire ces dépenses prévues au budget. Nous avons comparé les dépenses prévues au budget de l'exercice précédent avec les dépenses réelles engagées en vue d'évaluer la capacité de l'entité à établir un budget avec précision.

Nous avons évalué si d'importantes dépenses d'exploration et d'évaluation ultérieures de ressources minérales dans chaque secteur où l'entité possède un droit d'exploration sont prévues ou suspendues en examinant les dépenses prévues au budget.

Évaluation d'indices de dépréciation des actifs en construction liés à l'usine de traitement Zgounder

Nous attirons l'attention sur les notes 4 et 6 des états financiers. L'entité possède des immobilisations corporelles totalisant 161 502 \$, qui comprennent des actifs en construction de 113 614 \$, principalement liés à l'usine de traitement Zgounder que l'entité entend mettre en production d'ici le quatrième trimestre de 2024. Les actifs non financiers sont examinés chaque date de clôture ou lorsqu'un événement déclencheur est identifié, afin de déterminer s'il existe un indice de dépréciation. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est ensuite estimée.

L'entité a déterminé qu'il n'y avait pas d'événements ni de changements de circonstances importants indiquant que la valeur comptable des immobilisations corporelles liées à l'usine de traitement Zgounder pourrait ne pas être recouvrable. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation d'indices de dépréciation des actifs en construction liés à l'usine de traitement Zgounder constituait une question clé de l'audit. Cette question constituait un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives, étant donné l'ampleur des immobilisations corporelles en construction, et des jugements importants de la part de l'auditeur ont été nécessaires pour évaluer les résultats de nos procédures d'audit à l'égard de l'évaluation des indices de dépréciation.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons apprécié l'évaluation de l'entité des indices de dépréciation potentiels et avons déterminé qu'elle était conforme à ce qui suit :

- les informations figurant dans les communiqués de presse de l'entité;
- les informations obtenues de ce qui suit :
 - la lecture des communications internes de l'entité à la direction et au conseil d'administration;
 - l'inspection des données publiques pour les variations du prix des marchandises applicable.

Nous avons évalué la capacité de l'entité à budgéter avec exactitude les dépenses d'investissement relatives à l'usine de traitement Zgounder en cours de construction en comparant les dépenses d'investissement prévues au budget de l'entité pour l'exercice précédent aux dépenses d'investissement réelles engagées pour le projet.

Nous avons comparé le calendrier et le montant des dépenses d'investissement réelles engagées et les coûts budgétés pour achever la construction de l'usine de traitement Zgounder avec les dépenses d'investissement prévues initialement au budget au début du projet.

Nous avons évalué l'intention et la capacité de l'entité d'achever la construction des immobilisations de l'usine de traitement de Zgounder en cours de construction en :

- tenant compte les plans écrits de l'entité pour le projet;
- tenant compte des sources de financement prévues au budget de l'entité pour le projet, ainsi qu'en lisant la convention de crédit de l'entité conclue aux fins du financement du projet;
- effectuant des demandes d'informations auprès des gestionnaires de projet sur les progrès réalisés à ce jour et sur les facteurs ayant une incidence sur le temps et les coûts nécessaires pour achever la construction.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent de ce qui suit :

- les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport de l'auditeur.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité, de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;
- parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période courante : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport de l'auditeur parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.



Page 7

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur est délivré est Marc-André Fontaine.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Montréal, Canada

Le 27 mars 2024

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars américains)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
ACTIFS		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 830	39 360
Comptes à recevoir	607	2 344
Taxes de vente à recevoir	10 806	8 347
Stocks (note 5)	16 810	7 688
Charges payées d'avance et dépôts de garantie	2 346	1 495
Contrats d'options (note 22)	-	581
	80 399	59 815
Non courants		
Liquidités soumises à des restrictions (note 22)	20 503	2 489
Frais financiers différés (note 9)	1 888	-
Dépôts non remboursables versés à des fournisseurs (note 6)	8 136	580
Impôt sur le revenu différé (note 18)	617	-
Immobilisations corporelles (note 6)	161 502	60 233
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	60 012	33 687
TOTAL DES ACTIFS	333 057	156 804
PASSIFS		
Courants		
Comptes fournisseurs et charges à payer	41 743	22 170
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	1 516	1 436
Impôt sur le revenu à payer	3 058	475
Tranche courante des obligations locatives (note 10)	233	160
Contrats d'options (note 22)	145	-
	46 695	24 241
Non courants		
Obligations locatives (note 10)	887	127
Dette à long terme (note 9)	57 672	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 11)	2 667	1 021
Impôt sur le revenu différé (note 18)	-	1 106
TOTAL DES PASSIFS	107 921	26 495
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 12)	260 897	170 684
Réserves de capitaux propres	12 067	8 589
Déficit	(52 243)	(53 551)
	220 721	125 722
Participations ne donnant pas le contrôle (note 27)	4 415	4 587
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	225 136	130 309
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	333 057	156 804

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

Benoit La Salle /s/
Président, chef de la direction, administrateur

Yves Grou /s/
Administrateur

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Revenus tirés des ventes d'argent (note 16)	42 849	38 245
Coût des ventes (note 17)	27 042	27 961
Marge brute	15 807	10 284
Charges		
Générales et administratives (note 19)	7 675	5 192
Paiements fondés sur des actions (note 14)	3 201	3 252
	10 876	8 444
Résultat d'exploitation	4 931	1 840
Produits financiers, montant net (note 19)	4 285	2 761
Autres charges	-	20
Résultat avant l'impôt sur le revenu	9 216	4 581
Charge d'impôt sur le revenu (note 18)	3 884	3 183
Résultat net	5 332	1 398
Résultat net (perte nette) attribuable aux		
Actionnaires d'Aya Or & Argent Inc.	5 504	466
Participations ne donnant pas le contrôle (note 27)	(172)	932
Résultat net	5 332	1 398
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés au résultat net :		
Ajustement lié à la conversion des devises	4 345	(9 719)
Résultat global (perte globale)	9 677	(8 321)
Résultat de base par action ordinaire (note 24)	0,05	0,01
Résultat dilué par action ordinaire (note 24)	0,04	0,01
Nombre moyen pondéré d'actions – de base (note 24)	118 011 122	105 276 451
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué (note 24)	123 205 322	113 041 925

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars américains)

	Capital-actions		Réserves de capitaux propres			Déficit attribuable aux actionnaires d'Aya Or & Argent Inc.	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions émises et en circulation	Capital- actions	Surplus d'apport ^(a)	Cumul des autres éléments du résultat global ^(b)	Réserves de capitaux propres			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2022	105 020 190	170 684	20 760	(12 171)	8 589	(53 551)	4 587	130 309
Exercice de bons de souscription et d'options (notes 12 & 13)	5 549 447	17 295	(3 851)	-	(3 851)	-	-	13 444
Unités acquises et émises (notes 12 & 14)	33 788	217	(217)	-	(217)	-	-	-
Paiements fondés sur des actions (note 14)	-	-	3 201	-	3 201	-	-	3 201
Émission d'actions en contrepartie de titres miniers (note 7)	622 728	3 936	-	-	-	-	-	3 936
Émission d'actions (note 12)	11 151 550	68 765	-	-	-	-	-	68 765
Coûts d'émission d'actions	-	-	-	-	-	(4 196)	-	(4 196)
	122 377 703	260 897	19 893	(12 171)	7 722	(57 747)	4 587	215 459
Résultat net (perte nette)	-	-	-	-	-	5 504	(172)	5 332
Autres éléments du résultat global	-	-	-	4 345	4 345	-	-	4 345
Résultat global (perte globale)	-	-	-	4 345	4 345	5 504	(172)	9 677
Solde au 31 décembre 2023	122 377 703	260 897	19 893	(7 826)	12 067	(52 243)	4 415	225 136
Solde au 31 décembre 2021	104 879 153	169 628	18 012	(2 452)	15 560	(52 234)	7 047	140 001
Exercice de bons de souscription et d'options (notes 12 & 13)	128 683	979	(427)	-	(427)	-	-	552
Unités acquises et émises (notes 12 & 14)	12 354	77	(77)	-	(77)	-	-	-
Paiements fondés sur des actions (note 14)	-	-	3 252	-	3 252	-	-	3 252
	105 020 190	170 684	20 760	(2 452)	18 308	(52 234)	7 047	143 805
Résultat net	-	-	-	-	-	466	932	1 398
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(9 719)	(9 719)	-	-	(9 719)
(Perte globale) résultat global	-	-	-	(9 719)	(9 719)	466	932	(8 321)
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 27)	-	-	-	-	-	(1 783)	(3 392)	(5 175)
Solde au 31 décembre 2022	105 020 190	170 684	20 760	(12 171)	8 589	(53 551)	4 587	130 309

a) La réserve du surplus d'apport enregistre les montants cumulés à titre de charges de rémunération comptabilisés selon la norme IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, relatifs aux options d'achat d'actions accordées, aux bons de souscription d'actions, aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions différées émises mais non encore exercées.

b) La réserve du cumul des autres éléments du résultat global enregistre les gains et les pertes résultant de la conversion des états financiers à la monnaie de présentation.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains)

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
Flux de trésorerie générés (utilisés) dans le cadre des	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	5 332	1 398
Ajustements pour les éléments hors trésorerie		
Paiements fondés sur des actions (note 14)	3 201	3 252
Amortissement des immobilisations corporelles	5 004	6 342
Charge de désactualisation (note 19)	73	250
(Gain) perte de change latent	(1 861)	1 310
Charge d'impôt sur le revenu différé (note 18)	(1 765)	138
Variation de la juste valeur des contrats d'options (note 22)	(296)	(618)
	9 688	12 072
Variations des éléments du fonds de roulement (note 23)	11 502	(2 423)
	21 190	9 649
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des liquidités soumises à des restrictions (note 9)	(18 000)	30
Dépôts versés à des fournisseurs à l'égard d'immobilisations corporelles	(7 556)	-
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 27)	-	(5 174)
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 6)	(97 682)	(33 514)
Ajout de propriétés minières (note 7)	(854)	-
Ajout aux actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	(21 344)	(9 801)
	(145 436)	(48 459)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement des obligations locatives (note 10)	(290)	(245)
Frais financiers différés (note 9)	(4 370)	-
Produit de la dette à long terme (note 9)	60 000	-
Produit des contrats d'options	-	134
Produit de l'exercice de bons de souscription (note 13)	11 276	49
Produit de l'exercice d'options (note 14)	2 168	502
Produit de l'émission d'actions (note 12)	68 765	-
Coûts d'émission d'actions	(4 196)	-
	133 353	440
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie en devises étrangères	1 363	(3 936)
Variation nette de la trésorerie	10 470	(42 306)
Trésorerie, début de l'exercice	39 360	81 666
Trésorerie, fin de l'exercice	49 830	39 360

Information complémentaire sur les flux de trésorerie (note 23)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

1. INFORMATION GÉNÉRALE

Aya Or & Argent Inc. (la « Société » ou « Aya ») est une société minière de métaux précieux basée au Canada qui se consacre à l'exploration, au développement, à la production et à l'acquisition de projets miniers de métaux précieux. La Société concentre ses efforts sur la production d'argent et les activités d'exploration sur son projet phare, la propriété Zgounder, par l'entremise de sa participation de 100 % dans Zgounder Millenium Silver Mine S.A. (« ZMSM »). La Société détient aussi une participation de 85 % dans le projet polymétallique Boumadine et est l'unique titulaire des permis se rapportant aux propriétés Amizmiz, Azegour, Zgounder Régional, Tirzrit et Imiter bis. Toutes ces propriétés sont situées dans le Royaume du Maroc. La Société détient également, par l'entremise d'Algold Resources Ltd (« Algold »), une participation de 75 % dans le projet Tijirit situé en Mauritanie. Le siège social d'Aya est situé au 1320 boulevard Graham, bureau 132, Mont-Royal, Québec, Canada, H3P 3C8.

Aya est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions; son exercice financier se termine le 31 décembre et ses actions sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « AYA ». Tous les projets autres que le projet Zgounder sont à l'étape de l'exploration et de l'évaluation.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes comptables IFRS (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »).

Le conseil d'administration a approuvé et autorisé la diffusion des présents états financiers consolidés le 27 mars 2024.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- (i) Les contrats d'options, qui sont comptabilisés à leur juste valeur;
- (ii) Les ententes de paiements fondés sur des actions, qui sont évaluées à la juste valeur à la date d'octroi;
- (iii) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, qui sont évaluées au coût actualisé estimatif de la future remise en état;
- (iv) Les obligations locatives, qui sont initialement évaluées à la valeur actuelle des paiements minimums de location; et
- (v) Les participations ne donnant pas le contrôle, qui sont initialement évaluées à leur part proportionnelle des actifs nets identifiables de l'entité acquise à la date de l'acquisition.

3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2023, la Société a adopté les nouvelles normes et interprétations suivantes :

- Méthodes comptables (Modifications à IAS 1 et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2)

Le 12 février 2021, l'IASB a émis l'Initiative concernant les informations à fournir – Méthodes comptables (Modifications à IAS 1 et Énoncé de pratiques en IFRS 2 sur l'importance relative). Les principales modifications comprennent :

- (i) L'exigence que les sociétés divulguent leurs méthodes comptables importantes plutôt que leurs principales méthodes comptables;
- (ii) La précision que les méthodes comptables relatives aux transactions, autres événements ou conditions non significatifs sont elles-mêmes non significatives et n'ont donc pas besoin d'être divulguées;
- (iii) La précision que les méthodes comptables relatives aux transactions, autres événements ou conditions significatifs ne sont pas toutes importantes elles-mêmes pour les états financiers d'une société.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS

Consolidation, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes d'Aya et de ses filiales comme suit :

Filiale	Enregistrée	Propriété, droit de vote	Activité principale	Monnaie fonctionnelle
Aya Gold & Silver Morocco S.A. (« AGSM »)	Maroc	100 %	Exploration	Dirham marocain
Zgounder Millennium Silver Mining S.A. (« ZMSM »)	Maroc	100 %	Production	Dirham marocain
Boumadine Global Mining S.A. (« BGM »)	Maroc	85 %	Exploration	Dirham marocain
Atlas Gold & Silver S.A.R.L. (« AGS »)	Maroc	100 %	Exploration	Dirham marocain
Kanosak (Barbados) Limited (« KANOSAK »)	Barbade	100 %	Exploration	Dollar canadien
Algold Resources Ltd (« Algold »)	Canada	100 %	Exploration	Dollar canadien
Algold Mauritania S.A.R.L. (« ALGOLD SARL »)	Mauritanie	100 %	Exploration	Ouguiya mauritanien
Société Tijirit Recherche et Exploration S.A.R.L. (« TIREX »)	Mauritanie	75 %	Exploration	Ouguiya mauritanien
Morocco Exploration and Development Inc. (« MED »)	Îles Caïmans	100 %	Exploration	Dollar américain
Precious Metal Finance and Services Inc. (« PMFS »)	Îles Caïmans	100 %	Services	Dollar américain

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à Aya et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle le contrôle cesse. Toutes les transactions, tous les soldes, tous les produits et toutes les charges intersociétés sont éliminés lors de la consolidation. Lorsque la participation de la Société dans une filiale est inférieure à 100 %, la Société comptabilise les participations ne donnant pas le contrôle.

La monnaie fonctionnelle d'Aya est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de la Société et de ses filiales est demeurée inchangée au cours de la période visée. La monnaie de présentation de la Société est le dollar américain. Le dollar américain est la monnaie de présentation de la Société parce qu'il reflète le mieux ses activités commerciales et ses résultats financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures, de minerai empilé et de métaux précieux sont évalués à la valeur moindre entre le coût et la valeur réalisable nette. Le coût des stocks de fournitures est évalué à la valeur moindre entre le coût, déterminé en utilisant la formule du coût moyen pondéré, et la valeur réalisable nette. Le coût des stocks de minerai et de métaux précieux est évalué en utilisant la méthode du coût spécifique et en incluant toutes les dépenses directement attribuables à l'extraction minière et aux procédés de traitement, incluant le coût des fournitures consommées, de la main-d'œuvre directe et une allocation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont engagés pour extraire et traiter le minerai. La valeur réalisable nette est le prix de vente estimatif obtenu dans le cours normal des activités, diminué du montant estimé des coûts applicables jusqu'à l'achèvement et des frais de vente.

Les stocks de minerai empilé représentent le minerai qui a été extrait de la mine et qui est disponible pour traitement ultérieur. Les coûts inclus dans les stocks de minerai empilé sont basés sur les coûts d'extraction minière engagés jusqu'au moment de l'empilement du minerai et sont retirés au coût moyen pondéré au fur et à mesure que le minerai est traité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. Le coût d'une immobilisation corporelle comprend le coût d'acquisition ainsi que tous les coûts directement attribuables pour amener l'actif à l'emplacement et dans la condition requise pour son utilisation prévue, ainsi qu'une estimation initiale des coûts de démantèlement et d'enlèvement de l'actif et des coûts de restauration du site où il se trouve.

Lorsqu'un projet minier atteint l'étape du développement, les dépenses d'exploration et d'évaluation, ainsi que les dépenses de développement, sont capitalisées dans les actifs miniers en développement. Les coûts capitalisés, incluant les coûts d'acquisition de propriétés minières, les coûts de développement minier et les coûts de construction, ne sont amortis qu'à compter du moment où la propriété minière en question a atteint un niveau prédéterminé de la capacité d'exploitation prévue par la direction.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

La direction tient compte de plusieurs facteurs pour déterminer lorsqu'une propriété minière est prête pour son utilisation prévue de la manière visée par la direction, notamment :

- Lorsque la mine est essentiellement terminée et prête pour son utilisation prévue;
- La capacité d'assurer une production continue à la capacité nominale ou presque;
- Les taux de récupération minérale sont aux niveaux prévus ou presque; et
- La fin d'une période raisonnable d'essai de l'usine de traitement et de l'équipement minier.

Après avoir atteint l'étape de la production commerciale, les coûts sont transférés des actifs miniers en développement aux catégories appropriées d'actifs et l'amortissement commence. Les ventes de métaux sont comptabilisées dans les revenus et les coûts de production comme une composante des coûts d'exploitation minière durant la phase de rodage.

La durée de vie utile estimée, la méthode d'amortissement et les taux pour l'exercice courant et les exercices comparatifs sont les suivants :

Actif	Méthode d'amortissement	Taux/période
Équipement de forage et d'extraction minière	Linéaire	10 ans
Ameublement	Linéaire	5 ans
Véhicules miniers	Linéaire	4 ans
Ordinateurs	Linéaire	4 ans
Équipement minier et de traitement	Unités de production	Durée de vie de la mine
Actifs miniers en production	Unités de production	Durée de vie de la mine

L'équipement minier et de traitement et les actifs miniers en production sont épuisés en fonction de la méthode des unités de production, qui est basée sur la production et sur le nombre estimé d'onces d'argent récupérables en fonction des estimations de réserves prouvées et probables.

Les estimations utilisées dans le cadre des méthodes d'amortissement, de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle sont passées en revue à la fin de chaque période financière et sont ajustées de manière prospective au besoin.

Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») se composent des droits sur des propriétés minières ou des options permettant d'acquérir une participation indivise dans des droits miniers, des dépenses d'E&E différées, et des propriétés minières. Lorsque le droit légal d'exploration a été acquis, ils sont comptabilisés par propriété au coût d'acquisition ou à la valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée du coût de vente ou la valeur d'utilité suivant une dévaluation provoquée par une perte de valeur. Les dépenses engagées avant d'obtenir le droit légal d'explorer un secteur sont passées en charges immédiatement.

Les dépenses d'E&E comprennent typiquement les coûts de prospection, d'échantillonnage, d'excavation de tranchées, de forage, et d'autres travaux impliqués dans la recherche de minerai comme les levés topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Ils reflètent également les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction de ressources minérales identifiées par le biais de l'exploration ou acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E comprennent également les frais généraux directement attribuables aux activités s'y rapportant.

Lors de la détermination de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction de ressources minérales, la Société procède à un test de dépréciation, en se basant sur le montant recouvrable, avant de reclasser les dépenses d'E&E aux immobilisations corporelles dans les actifs miniers en développement, conformément à la norme IFRS 6, Prospection et évaluation de ressources minérales. La démonstration de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale, et son approbation par le conseil d'administration, sont des points tournants qui font que la Société détermine si elle développera ou non le projet.

Le produit de la vente de participations dans des propriétés d'exploration est appliqué en réduction des coûts comptables s'y rapportant; l'excédent est comptabilisé en gain à l'état consolidé du résultat global. Les pertes sur les ventes partielles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat global. Lorsqu'une propriété minière n'est plus considérée viable ou est abandonnée, les montants capitalisés sont dépréciés à leur valeur recouvrable; l'écart est alors immédiatement comptabilisé au résultat net.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Dépréciation d'actifs non financiers

À la fin de chaque exercice financier et lorsque des indications de dépréciation sont identifiées, la Société révisé la valeur comptable de ses actifs non financiers, qui se composent d'immobilisations corporelles et d'actifs d'E&E, afin de déterminer s'il existe des indications que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif individuel, le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminé. Pour tester un actif individuel ou une unité génératrice de trésorerie pour dépréciation et identifier une reprise de valeur, la direction estime le montant recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie.

Le montant recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée du coût de la vente de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, ou sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité considère les futurs flux de trésorerie estimatifs associés à l'actif ou à l'unité génératrice de trésorerie, cette valeur étant actualisée à sa valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôt reflétant l'évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou à l'unité génératrice de trésorerie.

Dans le cas des actifs d'E&E, l'analyse de dépréciation est effectuée pour chaque propriété ou par secteur d'intérêt, chaque propriété correspondant à une unité génératrice de trésorerie potentielle, lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur antérieure est reprise si le montant recouvrable de l'actif dépasse sa valeur comptable. Toutefois, la perte de valeur est reprise uniquement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, net de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement antérieur, qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le moment et le montant des déboursés peuvent être actuellement incertains. Si la valeur temps de l'argent est importante, les provisions sont déterminées en actualisant les futurs flux de trésorerie prévus à un taux avant impôt reflétant l'évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques à l'obligation. Les provisions sont évaluées aux dépenses estimatives requises pour régler l'obligation actuelle, en se basant sur les données les plus fiables disponibles à la date de clôture, incluant les risques et les incertitudes associés à l'obligation actuelle. Toutes les provisions sont passées en revue à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation actuelle.

Des provisions pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et pour la restauration environnementale, les coûts de restructuration et les actions en justice, le cas échéant, sont comptabilisées lorsque :

- La Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement antérieur;
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation;
- Le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions sont évaluées en fonction des meilleures estimations de la direction quant aux dépenses requises pour régler l'obligation à la fin de l'exercice financier et sont actualisées à la valeur actuelle si l'effet est significatif. L'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée dans les charges financières. Les changements aux hypothèses ou aux estimations sont reflétés dans l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Les provisions pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations représentent les obligations juridiques et implicites associées au démantèlement éventuel des bâtiments et des équipements de la Société associés à la production minière. Ces obligations correspondent aux coûts associés à l'enlèvement d'actifs tangibles. Lorsque l'estimation initiale de l'obligation de remise en état est incluse dans le coût d'un actif, les changements dans l'évaluation de l'obligation de remise en état (autres que ceux attribuables à la désactualisation de l'obligation de remise en état) sont généralement ajoutés ou déduits du coût de l'actif en question dans la période au cours de laquelle le changement survient.

Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'obligation, en excluant les risques pour lesquels les estimations des futurs flux de trésorerie ont déjà été ajustées. Le calendrier des dépenses est déterminé en tenant compte des réserves prouvées et probables et du niveau de production annuelle estimatif.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Impôts

L'impôt sur le revenu pour les exercices présentés englobe les impôts à la fois exigibles et différés. L'impôt sur le revenu est comptabilisé dans le résultat, sauf s'il vise des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est inscrit dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, respectivement.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé sur les bénéfices imposables de l'exercice selon les taux qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture, de même que tout redressement de l'impôt à payer à l'égard d'exercices antérieurs.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du passif fiscal, qui tient compte des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs au bilan aux fins de la présentation de l'information financière et des valeurs utilisées à des fins fiscales. Les écarts temporaires suivants ne sont pas pris en compte : le goodwill non déductible à des fins fiscales; la comptabilisation initiale des actifs ou des passifs n'ayant aucune incidence sur le traitement comptable ou le résultat fiscal; et les écarts afférents aux participations dans des filiales dans la mesure où ils ne s'inverseront probablement pas dans un avenir prévisible. Le montant de l'impôt différé présenté se fonde sur la manière attendue de réalisation ou de règlement de la valeur comptable des actifs et des passifs en utilisant les taux d'imposition qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé associé est réalisé, ou lorsque le passif d'impôt différé est réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé uniquement s'il est probable qu'il puisse être déduit du résultat imposable futur. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés uniquement lorsque la Société a l'intention et le droit juridiquement exécutoire de régler les actifs et les passifs d'impôts exigibles auprès de la même autorité fiscale.

Dette à long terme et coûts d'emprunt

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction, et ultérieurement comptabilisée au coût amorti. Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif admissible sont capitalisés dans le coût de l'actif en question jusqu'à ce que l'actif soit en majeure partie complet et prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges dès qu'ils sont engagés.

Capital-actions et bons de souscription

Le capital-actions et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. La Société répartit le produit d'un financement par capitaux propres entre les actions ordinaires et les bons de souscription en se basant sur la juste valeur relative de chaque instrument établie à l'aide du modèle d'évaluation des prix de Black-Scholes pour l'évaluation des bons de souscription.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Des paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres ont été faits en contrepartie de services reçus, pour l'acquisition de propriétés ou pour le règlement de débentures. La valeur des instruments de capitaux propres attribués est déterminée en fonction de la juste valeur des services reçus ou des propriétés acquises, à moins qu'il soit impossible de procéder ainsi. Dans de tels cas, la juste valeur des services rendus ou des propriétés acquises est déterminée indirectement, en utilisant comme référence la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. La juste valeur des paiements fondés sur des actions versés aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants occupant des fonctions en tant qu'employés, est comptabilisée en charge sur la période d'acquisition des droits, avec une augmentation correspondante de la composante des capitaux propres liée aux options d'achat d'actions. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période au cours de laquelle les options d'achat d'actions sont acquises ou la période de service pour un consultant qui ne se qualifie pas en tant qu'employé de la Société.

La juste valeur des options d'achat d'actions attribuées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation du prix des options de Black-Scholes, en tenant compte des conditions auxquelles les options d'achat d'actions ont été attribuées. À chaque date de présentation de la situation financière, le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre réel d'options d'achat d'actions qui devraient être acquises. Au moment de l'exercice de paiements fondés sur des actions, le produit reçu, déduction faite de toute dépense directe, ainsi que la charge de rémunération s'y rapportant comptabilisée antérieurement à la rubrique Options d'achat d'actions, est crédité au capital-actions.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Unités d'actions différées

Le régime d'unités d'actions différées (« régime d'UAD ») prévoit le paiement de la rémunération des administrateurs avec des unités d'actions différées (« UAD »). Chaque UAD est un droit accordé par la Société à un administrateur admissible à recevoir l'équivalent de la valeur d'une action ordinaire à la cessation du service. Les paiements d'UAD sont finalement comptabilisés comme une charge dans les états consolidés du résultat global en tant que charge d'unités d'actions différées. Les UAD peuvent être réglées en espèces ou en actions au moment de l'acquisition des droits, à la discrétion de la Société. La Société a l'intention de régler toutes les UAD en actions. Le nombre d'UAD à attribuer en vertu du régime d'UAD est déterminé en divisant la rémunération de l'administrateur par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la Bourse pendant les cinq jours de bourse précédant immédiatement le dernier jour ouvrable du trimestre financier. La Société comptabilise les charges de rémunération liées à l'octroi d'UAD à la juste valeur.

Unités d'actions restreintes

Le régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'UAR ») permet d'attribuer aux administrateurs, aux employés ou aux fournisseurs de services des unités d'actions restreintes (« UAR ») non transférables fondées sur la valeur de l'action de la Société au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'attribution. Sauf indication contraire, les attributions ont généralement un calendrier d'acquisition sur une période de trois ans et peuvent être réglées en espèces ou en actions au moment de l'acquisition, à la discrétion de la Société. La Société a l'intention de régler toutes les UAR en actions. La Société comptabilise les charges de rémunération liées à l'attribution d'UAR à la juste valeur.

Coûts d'émission d'actions

Les coûts d'émission d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres lorsqu'ils sont engagés, en augmentation du déficit.

Autres éléments des capitaux propres

Le cumul des autres éléments du résultat global inclut l'impact de la conversion des comptes d'Aya et des filiales étrangères de la Société en dollars américains, qui est la monnaie de présentation. Le surplus d'apport inclut les charges relatives aux options d'achat d'actions échues, aux bons de souscription et aux montants alloués à la composante capitaux propres des débentures convertibles lorsque l'option de conversion arrive à échéance.

Comptabilisation des revenus

La principale activité de laquelle la Société génère des revenus est la vente d'argent à des tiers. Les revenus sont évalués en fonction de la contrepartie spécifiée au contrat avec le client. Les revenus tirés de la vente de lingots d'argent sont comptabilisés au moment où la Société transfère le contrôle du produit au client, ce qui a généralement lieu lorsque le client confirme l'acceptation des métaux précieux. Les revenus tirés du concentré d'argent sont comptabilisés au moment où la Société transfère le contrôle du produit au client, ce qui a généralement lieu lorsque le concentré d'argent est transféré au navire transportant le produit.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif ou le passif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale inclut les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou l'émission de l'actif ou du passif. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie des actifs en question échoient ou sont transférés et que la Société a transféré essentiellement tous les risques et les avantages inhérents à la propriété. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, acquitté, annulé ou échoué.

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté à l'état consolidé de la situation financière, lorsqu'il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, en fonction du modèle d'affaires de l'entité en ce qui a trait à la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier en question :

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Actifs et passifs financiers	Classification
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Liquidités soumises à des restrictions	Coût amorti
Comptes à recevoir	Coût amorti
Contrats d'options	Juste valeur par le biais du résultat net
Comptes fournisseurs et charges à payer	Coût amorti
Solde du prix d'acquisition à payer	Coût amorti
Dette à long terme	Coût amorti

Les produits et les charges liés aux actifs financiers qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global sont présentés en tant que produits financiers et charges financières.

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs qui sont détenus pour en recueillir des flux de trésorerie contractuels, où ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de capital et d'intérêts, sont ultérieurement évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts, les gains et les pertes de change et la dépréciation sont comptabilisés au résultat net. Tout gain ou perte à la décomptabilisation est comptabilisé au résultat net. L'actualisation est omise lorsque l'effet est négligeable.

Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats d'options à la juste valeur par le biais du résultat net

Les contrats d'options sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net. Les actifs qui sont détenus dans le cadre d'un modèle d'affaires différent de celui visant à « détenir pour percevoir » ou à « détenir pour percevoir et vendre » sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVBRN »). De plus, quel que soit le modèle d'affaires, les actifs financiers dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas uniquement constitués de paiements de capital et d'intérêts sont comptabilisés à la JVBRN. Tous les instruments financiers dérivés sont de cette catégorie, à l'exception de ceux qui sont désignés et efficaces à titre d'instruments de couverture, auquel cas les exigences de la comptabilité de couverture s'appliquent. La Société n'utilise pas la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés.

Dépréciation des actifs financiers

La Société utilise le modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues en ce qui a trait à ses actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Le montant des pertes de crédit attendues est mis à jour à chaque date de clôture afin de refléter les changements au niveau du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier respectif.

La Société comptabilise les pertes de crédit attendues en utilisant l'approche simplifiée sur la durée de vie des créances commerciales. Les pertes de crédit attendues sur la durée de vie d'un actif sont les pertes de crédit attendues pour tous les événements de défaut auxquels un instrument financier peut être assujéti sur sa durée de vie prévue. L'évaluation des pertes de crédit attendues reflète les renseignements raisonnables et justifiables à propos des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions des événements et de la conjoncture économique, et tient compte de facteurs propres au compte à recevoir, de la situation générale de l'économie et de l'appréciation actuelle et prévue de la situation qui prévaudra à la date de l'état de la situation financière, incluant la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

Normes comptables nouvelles ou révisées ou interprétations et modifications aux principales conventions comptables

Normes, modifications et interprétations de normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptées de manière anticipée

En date de l'approbation des présents états financiers consolidés, plusieurs nouvelles normes, modifications aux normes existantes et interprétations avaient été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur. Aucune de ces normes ni modifications apportées aux normes existantes n'a été adoptée de manière anticipée par la Société. La direction s'attend à ce que toutes les prises de position pertinentes soient adoptées dès le premier exercice ouvert à ou après leur date d'entrée en vigueur. Les nouvelles normes, modifications et interprétations non adoptées pour l'exercice courant n'ont pas été divulguées, puisqu'elles ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Sources de jugements importants et d'incertitude quant aux estimations

La préparation des présents états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que la direction rende des jugements et fasse des estimations qui influent sur l'application des conventions comptables, sur les montants présentés dans les actifs et les passifs et sur l'information divulguée sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges au cours de l'exercice. La détermination des estimations nécessite d'exercer un jugement fondé sur diverses hypothèses et d'autres facteurs tels que l'expérience historique et la conjoncture économique actuelle et prévue. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations et jugements importants utilisés dans l'application des conventions comptables qui ont le plus d'effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

Principaux jugements

Identification d'une acquisition d'entreprise

La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si une transaction est un regroupement d'entreprises ou un achat d'actifs conformément aux critères établis dans la norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises. L'acquisition d'un actif ou d'un groupe d'actifs qui constitue une entreprise est comptabilisée comme un regroupement d'entreprises et peut donner lieu à un écart d'acquisition, ce qui n'est pas le cas d'un achat d'actifs; ceci a donc une incidence sur les charges d'amortissement subséquentes et/ou les résultats des tests de dépréciation.

Début de la phase de développement

La Société évalue le potentiel de chaque projet pour déterminer lorsqu'un projet devrait progresser de la phase d'E&E à la phase de développement. Lorsque la direction a déterminé qu'un projet démontrait un potentiel de développement en se basant sur différents critères de jugement, comme la faisabilité technique et la viabilité commerciale, et après approbation du conseil d'administration, le projet passe en phase de développement. À ce stade, tous les montants s'y rapportant sont reclassés des actifs miniers en développement aux propriétés minières.

Début de la phase de production commerciale

La Société évalue l'état d'achèvement de chaque actif minier en développement pour déterminer lorsqu'il débute la production commerciale, soit lorsque la mine est essentiellement terminée et prête pour son utilisation prévue. Les critères utilisés pour déterminer la date du début sont établis en fonction de la nature inhérente de chaque projet de construction minière, comme la complexité du projet et son emplacement. La Société tient compte de différents critères pertinents pour évaluer lorsque la phase de production est considérée avoir commencé. Voici certains des critères utilisés pour identifier la date du début de la production commerciale :

- Lorsque la mine est essentiellement terminée et prête pour son utilisation prévue;
- La capacité d'assurer une production continue à la capacité nominale ou presque;
- Les taux de récupération minérale sont aux niveaux prévus ou presque; et
- La fin d'une période raisonnable d'essai de l'usine de traitement et de l'équipement minier.

Monnaie fonctionnelle

Un jugement a été porté pour déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité de production de la Société (ZMSM) en se basant sur ses coûts d'exploitation minière, ses revenus et ses dépenses en immobilisations, ainsi que ses dépenses d'exploration et d'administration.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs non financiers sont passés en revue pour des indices de dépréciation à chaque date de l'état consolidé de la situation financière, ou lorsqu'un événement déclencheur est identifié. Cette détermination nécessite un jugement important. Les facteurs qui pourraient déclencher un test de dépréciation des actifs d'E&E comprennent notamment :

- Les droits d'exploration sont échus ou viendront à échéance dans un avenir rapproché;
- Aucune future dépense d'exploration importante n'est planifiée;
- Des quantités commercialement viables n'ont pas été découvertes et les activités d'E&E seront abandonnées;
- Il est peu probable que la valeur des actifs d'E&E soit entièrement recouvrée à la suite du développement ou de la vente.

Si de telles circonstances existent, le montant recouvrable de l'actif est estimé.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

L'évaluation par la Société des montants recouvrables en ce qui a trait à la valeur comptable des actifs non financiers est fondée sur différentes hypothèses et pourrait être sensiblement différente des montants réellement recouvrables. Les montants recouvrables sont basés, en partie, sur certains facteurs qui échappent, en tout ou en partie, au contrôle de la Société. Cette évaluation implique de comparer les montants recouvrables estimatifs des actifs non financiers à leur valeur comptable. Les montants recouvrables estimatifs peuvent différer des montants réellement recouvrables, et ces écarts peuvent être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et sur ses résultats d'exploitation.

Les hypothèses et les estimations de la direction quant aux futurs flux de trésorerie utilisés dans le cadre de l'évaluation de la dépréciation des actifs non financiers sont sujettes à des risques et des incertitudes, particulièrement dans un contexte de marché qui connaît une forte volatilité, et peuvent échapper, en tout ou en partie, au contrôle de la Société.

S'il existe des indices de dépréciation ou d'une reprise d'une dépréciation antérieure, une estimation du montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est calculée. Le montant recouvrable est basé sur le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la cession et la valeur d'utilité en utilisant une méthode basée sur les flux de trésorerie actualisés en tenant compte d'hypothèses qui seraient formulées par des participants au marché, à moins qu'un prix de marché ne soit disponible en se basant sur des achats ou des ventes récentes de groupes d'actifs similaires. Les flux de trésorerie couvrent les périodes jusqu'à la date de fin prévue des activités minières, laquelle dépend de plusieurs variables incluant les réserves et les ressources minérales récupérables, les plans d'expansion et les prévisions pour le prix de l'argent.

Des sources d'information tant internes qu'externes doivent être considérées pour déterminer s'il y a des indices de dépréciation ou d'une reprise d'une dépréciation antérieure. Un jugement doit être porté sur les changements défavorables au climat d'affaires qui pourraient être des indices de dépréciation, comme une baisse significative de la valeur marchande de l'actif, une diminution des ressources et/ou des réserves résultant d'une réévaluation géologique ou d'un changement du calendrier d'exploitation des ressources et/ou des réserves qui résulterait en un changement des flux de trésorerie actualisés générés du site minier, et des prix plus bas pour les métaux ou les produits, ou des prix plus élevés pour les intrants que ceux qui avaient été prévus lors de la plus récente évaluation du site minier.

Un jugement doit être porté pour déterminer s'il y a des indications que la valeur comptable du projet Zgounder ne sera vraisemblablement pas totalement recouvrée advenant le développement du projet ou la vente. Un jugement doit aussi être porté pour considérer si des changements positifs significatifs indiquent qu'une dépréciation antérieure d'actifs peut être reprise.

La direction planifie réaliser d'importantes activités d'E&E sur ses propriétés Boumadine, Imiter bis, Zgounder Régional et Azegour.

La Société a aussi réalisé des travaux d'exploration sur les propriétés Boumadine, Imiter bis, Zgounder Régional et Azegour en 2023 et 2022 et a l'intention de les poursuivre en 2024. Aucun indice de dépréciation n'a été identifié à l'égard de ces propriétés aux 31 décembre 2023 et 2022.

Principales estimations comptables

Calcul de l'épuisement des sites miniers en production

Les immobilisations corporelles des sites miniers en production sont épuisées selon la méthode des unités de production, pour ramener le coût à la valeur résiduelle. La direction estime la valeur résiduelle des immobilisations corporelles en se basant sur la juste valeur estimative à la date de l'état de la situation financière. Pour ces actifs, le taux d'épuisement est calculé en fonction du nombre d'onces d'argent vendues en proportion au nombre d'onces de ressources mesurées et indiquées.

La Société estime ses ressources en utilisant les renseignements compilés par des personnes qualifiées qui travaillent en tant que consultants externes pour la Société. Ces renseignements se rapportent à des données géologiques sur la taille, la profondeur et la géométrie des gisements et nécessitent des évaluations géologiques pour l'interprétation des données.

L'évaluation des ressources mesurées et indiquées est fondée sur des facteurs comme les estimations des taux de change, des prix des métaux, des investissements requis et des coûts de production découlant des hypothèses géologiques basées sur l'envergure et la teneur des gisements. Les changements apportés aux ressources mesurées et indiquées pourraient avoir un impact sur la valeur comptable nette des immobilisations corporelles, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la comptabilisation d'actifs d'impôt différé et les charges pour l'épuisement et l'amortissement.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. CONVENTIONS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS (suite)

Impôts

La Société est assujettie à l'impôt sur le revenu dans différentes juridictions. Un jugement important est requis pour déterminer la provision totale à l'égard des impôts. Il y a plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination fiscale ultime est incertaine. La Société comptabilise des passifs pour les enjeux anticipés lors d'audits fiscaux en fonction d'estimations à savoir si d'autres impôts seront exigibles. Lorsque l'issue finale de ces enjeux est différente des montants qui ont initialement été comptabilisés, ces différences auront un impact sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination a lieu.

L'évaluation de la disponibilité de profits imposables futurs implique un jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé uniquement dans la mesure où il est probable que des profits imposables seront disponibles et contre lesquels les écarts temporaires déductibles et la partie reportée des crédits d'impôts inutilisés et des pertes inutilisées pourront être appliqués.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les activités de la Société sont assujetties à différents lois et règlements régissant la protection de l'environnement. La Société comptabilise la meilleure estimation de la direction des obligations de démantèlement et de restauration dans la période où elles sont engagées. Les coûts réellement engagés lors de périodes futures pourraient être sensiblement différents de ces estimations.

Par ailleurs, de futurs changements aux lois et aux règlements environnementaux, du moment des sorties de fonds et des taux d'actualisation pourraient aussi avoir une incidence sur la valeur comptable de cette provision.

5. STOCKS

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Fournitures minières	8 714	4 451
Lingots d'argent	340	276
Concentré d'argent	552	1 160
Argent en voie de production	22	27
Minerai empilé	7 182	1 774
	16 810	7 688

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, la Société a comptabilisé 24 188 \$ (22 294 \$ en 2022) en stocks dans le coût des ventes.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La majorité des immobilisations corporelles sont situées au Maroc et sont liées à la mine Zgounder. Au 31 décembre 2023, la Société a déterminé qu'il n'y avait pas d'événements ou de changements de circonstances importants indiquant que la valeur comptable des immobilisations corporelles liées à la mine Zgounder pourrait ne pas être recouvrable. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

	Équipement de forage et d'extraction minière	Équipement minier et de traitement	Actifs miniers en production	Actifs en construction	Actifs au titre de droits d'utilisation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 1 ^{er} janvier 2022	833	13 616	18 221	11 158	875	44 703
Ajouts	2 363	1 692	7 077	23 097	124	34 353
Résiliation de baux	-	-	-	-	(6)	(6)
Transferts des actifs d'E&E	98	126	422	(646)	-	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	(161)	-	-	-	(161)
Conversion des devises	(312)	(1 509)	(1 781)	(2 547)	(81)	(6 230)
Solde au 31 décembre 2022	2 982	13 764	23 939	31 062	912	72 659
Transferts	82	2 351	13 164	(15 597)	-	-
Ajouts	148	1 309	2 985	93 240	1 137	98 819
Coûts d'emprunt (note 9)	-	-	-	2 104	-	2 104
Résiliation de baux	-	-	-	-	(770)	(770)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 11)	-	-	1 613	-	-	1 613
Conversion des devises	169	889	1 278	2 805	32	5 173
Solde au 31 décembre 2023	3 381	18 313	42 979	113 614	1 311	179 598
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} janvier 2022	128	2 884	3 411	-	419	6 842
Amortissement	40	2 499	3 553	-	250	6 342
Conversion des devises	(23)	(377)	(427)	-	69	(758)
Solde au 31 décembre 2022	145	5 006	6 537	-	738	12 426
Amortissement	274	1 825	3 250	-	300	5 649
Résiliation de baux	-	-	-	-	(770)	(770)
Conversion des devises	11	268	569	-	(57)	791
Solde au 31 décembre 2023	430	7 099	10 356	-	211	18 096
Valeur comptable						
Au 31 décembre 2022	2 837	8 758	17 402	31 062	174	60 233
Au 31 décembre 2023	2 951	11 214	32 623	113 614	1 100	161 502

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Les actifs en construction sont situés au Maroc et représentent des dépenses pour la construction et le développement d'actifs que la Société a l'intention de mettre en production d'ici au T4 2024. Depuis le 1^{er} juillet 2023, tous les équipements miniers et de traitement et les actifs miniers en production sont amortis en fonction des réserves minérales estimées dans le cadre de l'étude de faisabilité sur la mine d'argent Zgounder publiée le 16 juin 2022, à la suite d'un changement dans l'intention de la direction quant à l'utilisation prévue des actifs existants.

Le 30 novembre 2022, une filiale de la Société a conclu un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (« IAC ») avec Duro Fuelguera S.A. (« DF ») pour la construction d'une usine de traitement de 2 000 tonnes par jour à Zgounder. Le contrat d'IAC prévoit un prix fixe de 32,6 millions d'euros, 19,6 millions de dollars et 265 millions de dirhams marocains pour une somme équivalente à environ 82 millions de dollars en se basant sur les taux de change au 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2023, la Société a engagé un montant de 61 millions de dollars en lien avec le contrat avec DF (9 millions de dollars au 31 décembre 2022) qui a été comptabilisé dans les actifs en construction. Au 31 décembre 2023, la Société s'était engagée à encourir un montant d'environ 38 millions de dollars, incluant 21 millions de dollars à DF en coûts reliés aux actifs en construction. De plus, la Société a versé des dépôts de 8,1 millions de dollars à des fournisseurs en lien avec l'expansion de la mine d'argent Zgounder, dont 5 millions de dollars à DF.

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022, les variations des actifs d'exploration et d'évaluation étaient les suivantes :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Droits de propriétés minières		
Solde, début de l'exercice	19 920	21 390
Ajouts	4 790	-
Conversion des devises	(596)	(1 470)
Solde, fin de l'exercice	24 114	19 920
Dépenses d'exploration et d'évaluation différées		
Solde, début de l'exercice	13 767	4 267
Ajouts :		
Forage, échantillonnage, géologie et autres	21 344	9 801
Conversion des devises	787	(301)
Solde, fin de l'exercice	35 898	13 767
Total	60 012	33 687

Tous les actifs d'exploration et d'évaluation sont situés au Maroc et sont liés aux projets Boumadine, Imiter bis, Azegour, Tirzzit et Zgounder Régional, à l'exception du projet Tijirit situé en Mauritanie.

Le tableau suivant présente les dépenses d'exploration et d'évaluation de la Société :

	31 décembre 2023						
	Zgounder						
	Boumadine	Régional	Tirzzit	Azegour	Imiter	Tijirit	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	7 607	2 391	-	32	1 524	22 133	33 687
Ajouts aux droits de propriétés minières	-	-	4 790	-	-	-	4 790
Forage, échantillonnage, géologie et autres	14 787	1 552	-	19	7	4 979	21 344
Conversion des devises	532	169	27	1	85	(623)	191
Solde de clôture	22 926	4 112	4 817	52	1 616	26 489	60 012

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (suite)

	31 décembre 2022						
	Boumadine	Zgounder Régional	Tirzzit	Azegour	Imler	Tijirit	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	5 434	-	-	27	718	19 478	25 657
Forage, échantillonnage, géologie et autres	2 612	2 330	-	5	981	3 873	9 801
Conversion des devises	(439)	61	-	-	(175)	(1 218)	(1 771)
Solde de clôture	7 607	2 391	-	32	1 524	22 133	33 687

Acquisition de Tirzzit

Le 28 juin 2023, la Société a acquis Tirzzit, une collection de sept permis situés à 25 kilomètres de la mine d'argent Zgounder dans le Royaume du Maroc. En contrepartie des actifs acquis, la Société a émis 622 728 de ses actions au prix de 8,36 \$ CA (pour une valeur de 3 936 \$) et a versé 854 \$ en espèces, pour une contrepartie totale de 4 790 \$.

La direction a conclu que Tirzzit ne répondait pas à la définition d'une entreprise et par conséquent, la transaction a été comptabilisée comme une acquisition d'actifs. Les actifs acquis comprennent sept permis formant une propriété de 67,7 kilomètres (« km ») carrés, incluant cinq permis d'exploration et deux permis miniers dont l'un englobe une ancienne mine de cuivre à haute teneur.

Projet Tijirit

La Société a terminé les travaux de terrain requis pour l'étude de faisabilité au T2-2023. La Société a déposé l'étude de faisabilité pour le projet Tijirit auprès du gouvernement de la Mauritanie en décembre 2023. Le permis de Tijirit est valide pour une période de 24 mois à compter du 12 octobre 2022, soit la date à laquelle les travaux de terrain ont repris sur le site. Les jalons suivants doivent être atteints au cours de cette période :

- I. La mise en service d'une installation de production doit commencer 24 mois après la date de renouvellement.

8. SOLDE DU PRIX D'ACQUISITION À PAYER

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Solde, début de l'exercice	1 436	1 393
Charge de désactualisation	-	205
Conversion des devises	80	(162)
Solde, fin de l'exercice	1 516	1 436

Un montant sans intérêt de 15 000 000 MAD (1 516 \$) payable à ONHYM peut être utilisé comme apport en capital dans la filiale de la Société, BGM, ou être remboursé si la propriété atteint l'étape de la production et génère des flux de trésorerie suffisants.

Dans le cadre de l'entente entre BGM et ONHYM, un programme de travaux, incluant une certification des ressources, doit débiter dans les trois mois suivant le transfert du permis de ONHYM à BGM. Le transfert du permis a eu lieu le 26 juillet 2023. Le programme de travail actuel satisfait les obligations stipulées dans cette entente.

ONHYM a le droit de recevoir une redevance de 3 % sur les ventes du projet Boumadine. Si les retards de production sont supérieurs à 60 mois à compter de la date du transfert de la propriété, la Société s'engage à payer au vendeur une redevance de retard de 100 dirhams (10 \$) annuellement jusqu'au début de la production.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

9. DETTE À LONG TERME

Le 19 janvier 2023, la Société a conclu une convention de crédit visant une facilité de financement de projet garantie de jusqu'à 100 000 \$ avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (« BERD ») (la « facilité ») afin de financer la construction d'une usine de traitement de 2 000 tonnes par jour (voir la note 6) à la mine d'argent Zgounder.

La facilité consiste en un prêt de 92 000 \$ consenti par la BERD (la « tranche BERD ») ainsi qu'une tranche de 8 000 \$ (pari passu avec la BERD) provenant des Fonds d'investissement climatiques (« FIC ») (la « tranche FIC »), administrés par la BERD. Les sommes empruntées en vertu de la facilité cumulent des intérêts au taux SOFR majoré de 5 % pour la tranche BERD et de 9,31 % pour la tranche FIC. L'intérêt est payable semestriellement le 19 juillet et le 19 janvier de chaque année.

Le taux d'intérêt sur la tranche FIC de 8 000 \$ correspond au taux tout inclus au moment de la signature, réduit suivant l'atteinte de trois jalons :

- Jalon 1 : La publication d'un rapport suivant les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC ») d'ici la fin de 2023 entraînera une réduction de taux de 25 %. Le nouveau taux d'intérêt sur la tranche FIC est de 6,98%;
- Jalon 2 : La réalisation de certains investissements décrits dans le rapport conforme aux recommandations du GIFCC et dans le plan de développement d'ici la fin de 2024 entraînera une réduction de taux de 50 %;
- Jalon 3 : L'atteinte d'un niveau de maturité « avancée » selon les recommandations du GIFCC en matière de gouvernance et de stratégie climatiques se traduira par une réduction de l'intérêt à un taux tout inclus de 1,00 %.

Les fonds sont disponibles pendant une période de 24 mois et des frais d'engagement correspondant à 1,5 % par année des fonds inutilisés durant la période de disponibilité devront être payés à la BERD.

Toutes les dettes en vertu de la facilité sont garanties, par la Société et ses filiales, avec les actifs de la Société et des nantissements de valeurs mobilières de la filiale de la Société, ZMSM. À compter du 2^e anniversaire du prêt, ZMSM doit respecter certains ratios relatifs à son fonds de roulement ainsi que d'autres clauses restrictives non financières.

La dette à long terme a été comptabilisée au coût amorti, déduction faite des coûts de transaction, et sera désactualisée à sa valeur nominale sur la durée de vie de la dette à long terme, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a payé une commission initiale, des frais de souscription, des frais d'engagement et des coûts de transaction connexes pour un total de 4 370 \$, dont 2 482 \$ ont été comptabilisés en tant que coûts de transaction et 1 888 \$ ont été comptabilisés en tant que frais financiers différés, proportionnellement au montant prélevé sur la facilité versus le montant total disponible en vertu de la facilité. Au 31 décembre 2023, 1 950 \$ en intérêts et coûts de transaction étaient inclus dans les comptes créditeurs.

Au 31 décembre 2023, un montant de 60 000 \$ avait été prélevé en vertu de la facilité. De plus, un compte de dépassement de coûts de 18 000 \$ a été financé et est inclus dans les liquidités soumises à des restrictions. Une fois la construction terminée, la Société transférera la majeure partie du solde à un compte de réserve pour le service de la dette (« CRSD »). La Société doit maintenir un solde allant jusqu'à 16 250 \$ dans le CRSD, qui sera comptabilisé dans les liquidités soumises à des restrictions.

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Solde, début de l'exercice	-	-
Prélèvement en trésorerie	60 000	-
Charges d'intérêts	2 104	-
Coûts de transaction	(2 482)	-
Solde, fin de l'exercice	59 622	-
Tranche courante de la dette à long terme, étant les intérêts payables et les coûts de transaction, présentée dans les comptes créditeurs et charges à payer	(1 950)	-
	57 672	-

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

9. DETTE À LONG TERME (suite)

Une période de grâce de deux ans s'applique au capital, et ce dernier doit être remboursé à compter de 2026. Les remboursements à verser en lien avec la dette à long terme et les intérêts pour les années à venir sont indiqués ci-dessous :

	\$
2024	1 950
2025	-
2026	17 143
2027	17 143
2028 et par la suite	23 386
Total	59 622

10. OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société loue des bureaux, des véhicules miniers et des logements pour ses employés. Ces baux sont d'une durée d'un à quatre ans. Certains baux comprennent une option de renouvellement après la fin de la durée du contrat et/ou prévoient des paiements qui sont indexés en fonction des taux d'inflation locaux.

Les variations des obligations locatives au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 se composent des éléments suivants :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Solde, début de l'exercice	287	426
Ajouts	1 137	124
Résiliations	(93)	(6)
Désactualisation	25	14
Remboursements	(290)	(245)
Conversion des devises	54	(26)
Solde, fin de l'exercice	1 120	287
Tranche courante	233	160
Tranche non courante	887	127

Les paiements minimums non actualisés de location sur les obligations locatives pour les années à venir sont les suivants :

	\$
2024	290
2025	257
2026	241
2027	174
2028 et par la suite	331
Total des paiements minimums	1 293
Moins : intérêts	(173)
Total des paiements minimums de capital	1 120

Le taux d'emprunt différentiel moyen pondéré de la Société est de 6,12 %.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

11. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations représentent les obligations légales et contractuelles associées au démantèlement éventuel des actifs de la Société. Au 31 décembre 2023, les flux de trésorerie actualisés estimés, ajustés en fonction de l'inflation, nécessaires pour régler les obligations relatives aux actifs s'élèvent à 2 667 \$ (1 021 \$ en 2022). Le taux d'actualisation utilisé est de 2,14 % (3,30 % en 2022) et les décaissements sont prévus en 2032. La valeur non actualisée de ce passif a été estimée en utilisant une approche de la valeur attendue qui combine des résultats pondérés par les probabilités pour une variété de différents scénarios et en tenant compte d'un taux d'inflation normal au fil du temps jusqu'en 2032, pour des coûts de 3 233 \$. Les ajouts de 1 623 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 sont principalement liés à l'expansion de la mine d'argent Zgounder.

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	\$	\$
Solde, début de l'exercice	1 021	1 149
Conversion des devises	-	1
Ajouts	1 623	-
Changement dans les hypothèses utilisées	(10)	(161)
Charge de désactualisation	33	32
Solde, fin de l'exercice	2 667	1 021

12. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2023, la Société avait 122 377 703 actions ordinaires émises et en circulation (105 020 190 au 31 décembre 2022).

Transactions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 :

- Le 25 janvier 2023, la Société a conclu un financement par voie de prise ferme et a émis 11 151 550 actions ordinaires pour une contrepartie totale de 92 000 \$ CA (68 765 \$).
- Le 28 juin 2023, la Société a acquis le projet Tirzzit et a émis 622 728 actions ordinaires d'une valeur de 8,36 \$ CA par action pour une contrepartie totale de 5 206 \$ CA (3 936 \$).
- Au total, 50 000 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 2,00 \$ CA pour un produit total de 100 \$ CA (74 \$) et une valeur assignée de 35 \$ CA (26 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 90 000 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 1,43 \$ CA pour un produit total de 129 \$ CA (96 \$) et une valeur assignée de 106 \$ CA (79 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 800 000 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 3,30 \$ CA pour un produit total de 2 640 \$ CA (1 996 \$) et une valeur assignée de 1 320 \$ CA (998 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 33 788 unités d'actions différées ont été émises à un prix moyen de 8,47 \$ CA et une valeur assignée de 217 \$ a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 4 609 447 bons de souscription d'actions ont été exercés à un prix d'exercice de 3,30 \$ CA pour un produit total de 15 211 \$ CA (11 278 \$) et une valeur assignée de 3 712 \$ CA (2 748 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.

Durant la période au cours de laquelle les bons de souscription et les options ont été exercés, le cours minimum des actions de la Société était de 7,61 \$ CA (5,66 \$), tandis que le cours maximum était de 10,72 \$ CA (7,87 \$).

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

12. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Transactions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 :

- Au total, 18 750 bons de souscription d'actions ont été exercés à un prix d'exercice de 3,30 \$ CA pour un produit total de 62 \$ CA (49 \$) et une valeur assignée de 15 \$ CA (12 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 66 600 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 7,69 \$ CA pour un produit total de 512 \$ CA (400 \$) et une valeur assignée de 424 \$ CA (331 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 20 000 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 1,43 \$ CA pour un produit total de 29 \$ CA (21 \$) et une valeur assignée de 53 \$ CA (38 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 23 333 options d'achat d'actions ont été exercées à un prix d'exercice de 4,75 \$ CA pour un produit total de 111 \$ CA (82 \$) et une valeur assignée de 62 \$ CA (46 \$) a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.
- Au total, 12 354 unités d'actions différées ont été émises à un prix moyen de 8,06 \$ CA pour une valeur assignée de 77 \$ qui a été reclassée du surplus d'apport au capital-actions.

Durant la période au cours de laquelle les bons de souscription et les options ont été exercés, le cours minimum des actions de la Société était de 5,28 \$ CA (4,10 \$), tandis que le cours maximum était de 10,56 \$ CA (8,24 \$).

13. BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Les bons de souscription d'actions en circulation aux 31 décembre 2023 et 2022 et les changements respectifs au cours des exercices sont résumés comme suit :

	Exercice terminé le 31 décembre 2023		Exercice terminé le 31 décembre 2022	
	Nombre	\$ CA ⁽¹⁾	Nombre	\$ CA ⁽¹⁾
Solde, début de l'exercice	4 609 448	3,30	4 628 198	3,30
Exercés	(4 609 448)	3,30	(18 750)	3,30
Solde pouvant être exercé, fin de l'exercice	-	-	4 609 448	3,30

(1) Prix d'exercice moyen pondéré en dollars canadiens.

14. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Options d'achat d'actions

Le régime incitatif d'options d'achat d'actions de la Société (le « régime ») prévoit que le conseil d'administration de la Société peut, de temps à autre, à sa discrétion et conformément aux politiques de la TSX, accorder aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la Société, des options d'achat d'actions non transférables pour acheter des actions ordinaires de la Société, à condition que le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime, combiné au nombre d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu de tous les arrangements de rémunération en actions, ne dépasse pas 10 % des actions ordinaires en circulation à la date de toute attribution d'options. La période d'acquisition des options d'achat d'actions est déterminée à la discrétion du conseil d'administration de la Société au moment de l'attribution des options d'achat d'actions.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

14. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

Les options d'achat d'actions en circulation et leur prix d'exercice en dollars canadiens aux 31 décembre 2023 et 2022 sont résumées comme suit :

	Exercice terminé le 31 décembre 2023		Exercice terminé le 31 décembre 2022	
	Nombre	\$ CA ⁽¹⁾	Nombre	\$ CA ⁽¹⁾
Solde, début de l'exercice	6 041 401	2,29	6 151 334	2,29
Exercées	(940 000)	3,05	(109 933)	5,93
Solde, fin de l'exercice	5 101 401	2,07	6 041 401	2,23
Pouvant être exercées	5 101 401	2,07	5 780 396	2,04

(1) Prix d'exercice moyen pondéré en dollars canadiens.

Le tableau suivant présente les options d'achat d'actions qui pourraient être exercées pour un nombre égal d'actions ordinaires :

	31 décembre 2023		
	Nombre en circulation	Nombre pouvant être exercé	Prix d'exercice (\$ CA)
1 ^{er} juillet 2030	4 408 334	4 408 334	1,43
3 mars 2031	359 667	359 667	4,75
12 mai 2031	333 400	333 400	7,69
	5 101 401	5 101 401	

	31 décembre 2022		
	Nombre en circulation	Nombre pouvant être exercé	Prix d'exercice (\$ CA)
24 janvier 2023	50 000	50 000	2,00
4 mai 2023	800 000	800 000	3,30
1 ^{er} juillet 2030	4 498 334	4 498 334	1,43
3 mars 2031	359 667	231 996	4,75
12 mai 2031	333 400	200 066	7,69
	6 041 401	5 780 396	

Aucune option n'a été attribuée au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022. Une charge à l'égard des paiements fondés sur des actions de 144 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (1 182 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022) en lien avec les options attribuées lors des exercices antérieurs.

Unités d'actions restreintes

Le régime d'UAR prévoit un nombre maximal d'actions ordinaires disponibles et réservées pour l'émission plafonné à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société, moins toute action réservée à l'émission en vertu du régime et du régime d'UAD. Les UAR sont des attributions fondées sur le temps et le montant total des UAR attribuées sera acquis si les participants sont employés de façon continue au troisième anniversaire de l'attribution des UAR, à compter de la date d'attribution ou de toute autre période n'excédant pas trois ans déterminée par le conseil d'administration.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

14. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

En vertu des modalités du régime d'UAR, les participants recevront, lors de l'acquisition des UAR, des actions ordinaires de la Société émises par la trésorerie. Les UAR en circulation aux 31 décembre 2023 et 2022 sont les suivantes :

	Exercice terminé le 31 décembre 2023		Exercice terminé le 31 décembre 2022	
	Nombre	\$ CA ⁽²⁾	Nombre	\$ CA ⁽²⁾
Solde, début de l'exercice	591 017	8,73	131 819	8,22
Attribuées	406 758	10,66	475 230	8,87
Perdues par renonciation	(15 447)	9,07	(16 032)	8,63
Solde, fin de l'exercice	982 328	9,52	591 017	8,73
Acquises	-	-	-	-

(2) Juste valeur moyenne pondérée en dollars canadiens à la date d'attribution.

Une charge de rémunération fondée sur des actions de 2 056 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (1 055 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022).

Unités d'actions différées

Le régime d'UAD prévoit un nombre maximal d'actions ordinaires disponibles et réservées pour l'émission plafonné à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société, moins toute action réservée à l'émission en vertu du régime et du régime d'UAR. Les UAD sont des attributions fondées sur le temps et le montant total des UAD attribuées sera réglé à la cessation de service.

En vertu des modalités du régime d'UAD, les administrateurs recevront, après la date de cessation de service, des actions ordinaires de la Société émises par la trésorerie. Les UAD en circulation aux 31 décembre 2023 et 2022 sont les suivantes :

	Exercice terminé le 31 décembre 2023		Exercice terminé le 31 décembre 2022	
	Nombre	\$ CA ⁽³⁾	Nombre	\$ CA ⁽³⁾
Solde, début de l'exercice	209 765	8,10	60 273	7,94
Attribuées	152 535	8,85	161 846	8,16
Réglées	(33 788)	8,47	(12 354)	8,06
Solde, fin de l'exercice	328 512	8,41	209 765	8,10
Pouvant être exercées	-	-	-	-

(3) Juste valeur moyenne pondérée en dollars canadiens à la date d'attribution.

Une charge de rémunération fondée sur des actions de 1 001 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (1 015 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022).

15. INFORMATION SECTORIELLE

Toutes les activités de la Société relèvent de l'industrie minière et ses principaux produits sont des lingots et des concentrés de métaux précieux qui sont raffinés ou fondus en argent pur et vendus à des courtiers en métaux mondiaux. Un secteur d'activité est défini comme une composante de la Société :

- Qui s'engage dans des activités commerciales dont elle peut tirer des revenus et encourir des dépenses;
- Dont les résultats d'exploitation sont examinés régulièrement par la haute direction de l'entité; et
- Pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

15. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, les secteurs d'exploitation de la Société comprennent le secteur « Production », avec le projet argentifère Zgounder au Maroc, à titre de secteur d'exploitation significatif. Toutes les autres propriétés sont regroupées dans la catégorie des « propriétés non productrices » (soit le secteur « Exploration, évaluation et développement ») pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022. Le secteur « Autres » englobe principalement les actifs généraux de la Société comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les éliminations intersociétés et les frais généraux qui ne sont pas répartis aux autres secteurs d'exploitation.

La direction évalue la performance sectorielle en fonction du bénéfice d'exploitation minière. Par conséquent, les autres éléments de produits et de charges ne sont pas affectés aux secteurs. Les informations importantes relatives aux secteurs d'exploitation à déclarer de la Société sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

	Total des actifs non courants	31 décembre 2023	
		Total des actifs	Total des passifs
	\$	\$	\$
Production (mine d'argent Zgounder - Maroc)	172 143	217 790	100 569
Exploration, évaluation et développement (Maroc)	33 523	35 257	5 174
Exploration, évaluation et développement (Mauritanie)	26 489	26 495	226
Autres	20 503	53 515	1 952
Total indiqué à l'état consolidé de la situation financière	252 658	333 057	107 921

	Total des actifs non courants	31 décembre 2022	
		Total des actifs	Total des passifs
	\$	\$	\$
Production (mine d'argent Zgounder - Maroc)	60 937	87 383	17 332
Exploration, évaluation et développement (Maroc)	11 554	13 457	1 728
Exploration, évaluation et développement (Mauritanie)	22 133	22 360	894
Autres (Canada)	2 365	33 604	6 541
Total indiqué à l'état consolidé de la situation financière	96 989	156 804	26 495

Exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022		Revenus	Coût des ventes	Frais G&A	Bénéfice (perte) d'exploitation
		\$	\$	\$	\$
Production (mine d'argent Zgounder)	2023	42 849	27 042	1 272	14 535
	2022	38 245	27 961	111	10 173
Exploration	2023	-	-	641	(641)
	2022	-	-	-	-
Autres	2023	-	-	8 963	(8 963)
	2022	-	-	8 333	(8 333)
Consolidé	2023	42 849	27 042	10 876	4 931
	2022	38 245	27 961	8 444	1 840

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

16. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA NATURE DES REVENUS TIRÉS DES VENTES D'ARGENT

Le tableau ci-dessous présente de plus amples détails sur la nature des revenus tirés des ventes d'argent pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 :

Revenus tirés des ventes d'argent	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Lingots	17 251	19 939
Concentré d'argent	28 595	20 926
Moins : frais de traitement, de fonte et d'affinage	(2 997)	(2 620)
	42 849	38 245

Les ventes de la Société sont conclues avec deux clients (deux clients en 2022) situés en Suisse.

17. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA NATURE DES ÉLÉMENTS INCLUS DANS LE COÛT DES VENTES

Voici une ventilation de la nature du coût des ventes pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 :

Coût des ventes	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Consommables, fournitures, services et autres dépenses	20 364	20 213
Frais de transport vers l'étranger	505	499
Redevances	1 289	1 114
Amortissement	4 884	6 135
	27 042	27 961

18. IMPÔTS

Le rapprochement du taux d'imposition effectif est indiqué ci-dessous :

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Bénéfice avant l'impôt sur le revenu	9 216	4 581
Taux d'imposition statutaire	26,5 %	26,5 %
Charge d'impôt attendue	2 442	1 214
Paielements fondés sur des actions	847	859
Incidence des taux d'imposition dans des juridictions étrangères	1 312	(128)
Incidence fiscale des écarts permanents	(50)	185
Avantages non comptabilisés à l'égard des pertes et des écarts temporaires	(403)	464
Variation de la provision pour moins-value	(1 081)	195
Retenues à la source et impôt minimum	795	354
Autres	22	40
	3 884	3 183
Impôt sur le revenu exigible	4 854	2 691
Impôt sur le revenu différé	(1 765)	138
Retenues à la source étrangères	795	354
	3 884	3 183

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

18. IMPÔTS (suite)

Le taux d'imposition des sociétés qui s'applique à Zgounder Millennium Silver Mining S.A. était de 28,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (25 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022). Les écarts temporaires déductibles non comptabilisés, pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé, sont les suivants :

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	11 979	14 837
Immobilisations corporelles	5	33
Actifs d'exploration et d'évaluation	3 783	3 652
Coûts d'émission d'actions	5 362	2 867
Autres actifs et passifs	13 063	7 209
Pertes en capital	581	570
	34 773	29 168

Les actifs et les passifs d'impôt différé comptabilisés sont les suivants :

	31 décembre 2022	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans le CAERG	31 décembre 2023
	\$	\$	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	4 166	(485)	11	3 692
Immobilisations corporelles	(1 709)	7 357	(375)	5 273
Solde du prix d'acquisition à payer	28	(4)	(53)	(29)
Conversion des devises et autres	(100)	(6 140)	96	(6 144)
Actifs d'exploration et d'évaluation	(3 491)	1 037	279	(2 175)
	(1 106)	1 765	(42)	617

	31 décembre 2021	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans le CAERG	31 décembre 2022
	\$	\$	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	2 112	(11 510)	13 564	4 166
Immobilisations corporelles	(1 481)	1 279	(1 507)	(1 709)
Solde du prix d'acquisition à payer	(5)	(188)	221	28
Conversion des devises et autres	(206)	(872)	978	(100)
Actifs d'exploration et d'évaluation	(1 501)	11 153	(13 143)	(3 491)
	(1 081)	(138)	113	(1 106)

L'impôt différé porté à l'état consolidé du résultat global est composé des éléments suivants :

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Actifs d'impôt différé comptabilisés	(617)	1 106
	(617)	1 106

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

18. IMPÔTS (suite)

Les pertes autres qu'en capital disponibles au Canada viendront à échéance tel qu'indiqué ci-dessous :

CANADA

	\$
2034	299
2035	1 943
2036	1 592
2037	2 600
2038	2 813
2039	1 989
2040	1 840
2041	7 980
2042	4 734
2043	92
	25 882

Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Société n'avait pas de pertes fiscales inutilisées au Maroc.

19. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA NATURE DES COMPOSANTES DU RÉSULTAT GLOBAL

Le tableau ci-dessous présente de plus amples détails sur la nature des charges incluses dans les frais de gestion et d'administration et les charges financières pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 :

	Exercices terminés les	
	31 décembre	
Frais de gestion et d'administration	2023	2022
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	2 043	1 147
Honoraires de consultation	2 071	1 365
Relations avec les investisseurs	885	662
Amortissement – G&A	120	111
Frais de bureau	897	520
Honoraires professionnels	1 480	1 265
Frais d'émetteur assujetti	179	122
	7 675	5 192

	Exercices terminés les	
	31 décembre	
Produits financiers (charges financières)	2023	2022
	\$	\$
Variation de la juste valeur des contrats d'options	296	618
Produit d'intérêt	2 491	828
Gain de change	1 571	1 565
Charge de désactualisation	(73)	(250)
	4 285	2 761

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

19. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA NATURE DES COMPOSANTES DU RÉSULTAT GLOBAL (suite)

	Exercices terminés les	
	31 décembre	
	2023	2022
Dépenses comptabilisées dans les avantages sociaux à l'intention des employés	\$	\$
Salaires et primes	8 742	8 902
Coût des avantages sociaux	1 271	1 382
Avantages postérieurs à l'emploi et avantages à court terme à l'intention des employés	399	249
Avantages postérieurs à l'emploi découlant des régimes gouvernementaux	536	199
Paiements fondés sur des actions (note 14)	3 201	3 252
	14 149	13 984

20. GESTION DU CAPITAL

La Société définit le capital comme étant la dette externe et les capitaux propres. Lors de la gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- Assurer une liquidité suffisante pour poursuivre sa stratégie de croissance organique combinée aux acquisitions stratégiques;
- S'assurer que les exigences en matière de capital imposées de l'extérieur relativement aux obligations de la dette sont respectées;
- Augmenter la valeur des actifs de la Société; et
- Obtenir un rendement optimal pour les actionnaires.

Ces objectifs seront atteints en exploitant efficacement les actifs opérationnels, en identifiant les bons projets d'exploration et d'évaluation, en ajoutant de la valeur à ces projets et, finalement, en les amenant à la production ou en obtenant un produit suffisant de leur cession. La direction ajuste la structure du capital selon les besoins pour soutenir l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et le développement des propriétés minières. Le conseil d'administration n'établit pas de critères quantitatifs en ce qui concerne le rendement du capital pour la direction, mais s'appuie plutôt sur l'expertise de l'équipe de direction de la Société pour assurer le développement futur de l'entreprise. Au 31 décembre 2023, le capital géré est de 278 393 \$ (125 722 \$ au 31 décembre 2022) et représente la dette externe et l'ensemble des capitaux propres avant les participations ne donnant pas le contrôle. Pour faciliter la gestion de ses besoins en capital, la Société prépare des projections de ses flux de trésorerie à long terme, qui tiennent compte de divers facteurs, incluant le déploiement de capital, la conjoncture dans l'industrie en général et des facteurs économiques. La direction examine son approche de gestion du capital de manière continue et estime que cette approche, compte tenu de la taille relative de la Société, est raisonnable.

	Exercices terminés les	
	31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Dette externe	57 672	-
Capitaux propres	220 721	125 722
	278 393	125 722

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers résultant à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. Aucun changement n'a été apporté aux objectifs, politiques et processus financiers au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée et ses politiques de gestion des risques financiers sont les suivants :

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque d'une perte inattendue si une partie à son instrument financier ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont principalement composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes à recevoir, des contrats d'options et des liquidités soumises à des restrictions. La trésorerie et les liquidités soumises à des restrictions de la Société sont principalement détenues auprès de banques canadiennes ou marocaines réputées.

Le risque de crédit découle de la possibilité que les clients auxquels la Société vend ses produits éprouvent des difficultés financières et ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations. La Société exige que la majorité de ce qui lui est dû lui soit payé lors du transfert de propriété et traite avec des contreparties solvables afin d'atténuer le risque de perte financière résultant de défauts de paiement. La Société surveille le risque de crédit de ses clients par le biais d'examens de leur cote de crédit et d'une communication constante avec eux. La Société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte du risque de crédit de clients spécifiques, des tendances historiques et d'autres informations. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022, la Société vend ses lingots et son concentré d'argent à un nombre limité de clients importants et n'a jamais connu de perte de crédit. Par conséquent, le risque de crédit est considéré comme étant limité. De l'avis de la direction, l'exposition maximale au risque de crédit pour tous les actifs financiers courants de la Société correspond à la valeur comptable de ces actifs.

Risque lié aux prix des matières premières

La rentabilité de la Société est exposée à des risques commerciaux, notamment ceux liés au prix de l'argent. La Société n'a pas d'instruments financiers servant de couverture contre l'exposition aux fluctuations du prix de l'argent.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. Les liquidités et les résultats d'exploitation de la Société peuvent être affectés de manière négative si l'accès de la Société au marché des capitaux est entravé, que ce soit en raison d'un ralentissement des conditions du marché boursier en général ou en raison de questions liées à l'environnement spécifique à la Société. Au fil des ans, la Société a généré des flux de trésorerie à partir de ses activités de financement et des ventes réalisées à la mine Zgounder.

Voici les échéances contractuelles des passifs financiers et autres passifs, y compris les intérêts le cas échéant, au 31 décembre 2023 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	41 743	41 743	41 743	-	-
Dette à long terme (excluant les intérêts)	57 672	60 000	-	-	60 000
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	1 516	1 516	1 516	-	-
Obligations locatives (note 10)	1 120	1 293	290	257	746
	102 051	104 552	43 549	257	60 746

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2022 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	22 170	22 170	22 170	-	-
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	1 436	1 436	1 436	-	-
Obligations locatives (note 10)	287	307	171	62	74
	23 893	23 913	23 777	62	74

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de change

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée au risque de change en raison de transactions commerciales dans des pays étrangers libellées dans une devise autre que la devise fonctionnelle de chaque entité du groupe, soit le dollar canadien pour toutes les entités du groupe consolidé, à l'exception de AGSM, ZMSM, BGM et AGS pour lesquelles la devise fonctionnelle est le dirham marocain, et de TIREX et ALGOLD S.A.R.L. pour lesquelles la devise fonctionnelle est l'ouguiya mauritanien. Les transactions liées aux activités d'exploration et d'évaluation de la Société sont principalement libellées en dirhams marocains et en ouguiyas mauritaniens.

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises étrangères qui exposent la Société au risque de change sont présentés ci-dessous.

La Société conclut des contrats d'option de vente pour atténuer le risque de fluctuation du taux de change de ses avoirs en dollars américains. Les variations de la juste valeur des contrats et les gains ou pertes correspondants sont enregistrés trimestriellement et sont inclus dans l'ajustement de la juste valeur des contrats d'option dans l'état consolidé du résultat global. La stratégie de gestion de la Société consiste à réduire le risque de fluctuations associées aux variations des taux de change. Les contrats d'option sur devises sont détenus jusqu'à leur échéance et sont soit exercés pour un résultat net ou une perte nette, soit expirent sans obligation pour la Société.

La juste valeur des contrats d'options, qui représente le montant qui serait reçu/(payé) par la Société si les contrats étaient résiliés au 31 décembre 2023, était de (145 \$) (581 \$ au 31 décembre 2022). En date du 31 décembre 2023, la Société avait des soldes de garantie en espèces liés à des contrats d'options détenus de 2 250 \$ (2 489 \$ au 31 décembre 2022). Ces derniers sont reflétés dans les liquidités soumises à des restrictions entières à l'état consolidé de la situation financière.

Les soldes sont libellés en dollars américains, la devise de présentation de la Société :

31 décembre 2023	USD	EUR	MAD	Total
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 914	235	-	37 149
Comptes à recevoir	451	-	-	451
Dette à long terme	(60 000)	-	-	(60 000)
Comptes fournisseurs et charges à payer	(5 457)	(5 692)	-	(11 149)
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	-	-	(1 516)	(1 516)
	(28 092)	(5 457)	(1 516)	(35 065)

31 décembre 2022	USD	EUR	MAD	Total
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 102	1 040	-	29 142
Comptes à recevoir	2 313	-	-	2 313
Comptes fournisseurs et charges à payer	(701)	(75)	(192)	(968)
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	-	-	(1 436)	(1 436)
	29 714	965	(1 628)	29 051

L'incidence sur le bénéfice net et les capitaux propres d'une augmentation ou d'une diminution de 10 % des devises étrangères sur les instruments financiers de la Société en fonction des soldes du 31 décembre 2023 serait d'environ 3 507 \$ (2 905 \$ au 31 décembre 2022).

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

22. INSTRUMENTS FINANCIERS

La classification des instruments financiers est résumée comme suit, aux 31 décembre 2023 et 2022 :

Actifs financiers	Classification	31 décembre 2023	31 décembre 2022
		\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs financiers au coût amorti	49 830	39 360
Comptes à recevoir	Actifs financiers au coût amorti	607	2 344
Liquidités soumises à des restrictions	Actifs financiers au coût amorti	20 503	2 489
		70 940	44 193

Passifs financiers	Classification	31 décembre 2023	31 décembre 2022
		\$	\$
Dette à long terme (note 9)	Passifs financiers au coût amorti	57 672	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	Passifs financiers au coût amorti	41 743	22 170
Solde du prix d'acquisition à payer (note 8)	Passifs financiers au coût amorti	1 516	1 436
		100 931	23 606

Actifs financiers	Classification	31 décembre 2023	31 décembre 2022
		\$	\$
Contrats d'options	Juste valeur par le biais du résultat net	(145)	581
		(145)	581

Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers courants qui ne sont pas évalués à leur juste valeur sont représentés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes à recevoir, les liquidités soumises à des restrictions, les comptes fournisseurs et charges à payer, le solde du prix d'acquisition à payer et la dette à long terme. Leur valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme et/ou des conditions contractuelles de ces instruments, lesquelles n'ont pas beaucoup changé depuis leur date d'origine.

Contrats d'options sur devises

Les contrats d'options sur devises sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière de la Société lorsque celle-ci devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. L'instrument est décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière lorsque les droits ou obligations contractuels découlant de cet instrument expirent ou sont éteints. Les contrats de change à terme sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat global. La prime à l'origine est comptabilisée dans la juste valeur de l'instrument à chaque date de production de rapport.

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant classe les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière selon une hiérarchie fondée sur l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. Les niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

Niveau 1 : Les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Les intrants autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire, en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire, dérivés des prix).

Niveau 3 : Les données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

22. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2023, les éléments suivants représentent le classement des instruments à la juste valeur :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Contrats d'options	-	(145)	-	(145)

Au 31 décembre 2022, les éléments suivants représentent le classement des instruments à la juste valeur :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Contrats d'options	-	581	-	581

Les contrats d'options sur devises de la Société ne sont pas négociés sur des marchés actifs. La juste valeur de ces instruments a été déterminée en utilisant des taux de change à terme observables. Les effets des données non observables ne sont pas significatifs pour les positions de contrats étrangers. Au 31 décembre 2023, la Société avait des options avec les montants notionnels suivants : 12 500 \$ à un taux de change USD-CAD moyen de 1,350 0, et 8 000 \$ à un taux de change EUR-USD moyen de 1,109 0. Au 31 décembre 2022, la Société avait des options avec des montants notionnels de 2 000 \$ à un taux de change EUR-CAD moyen de 1,292 75, 22 000 \$ à un taux de change USD-CAD moyen de 1,357 44, et 1 000 \$ à un taux de change EUR-USD moyen de 0,99.

23. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Comptes à recevoir	1 780	(177)
Taxes de vente à recevoir	(2 459)	(3 648)
Stocks	(9 122)	(3 311)
Charges payées d'avance et dépôts de garantie	(852)	(740)
Comptes fournisseurs et charges à payer	19 572	8 227
Impôt sur le revenu à payer	2 583	(2 774)
	11 502	(2 423)
Transactions hors trésorerie		
Ajout de nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation	1 137	124

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

24. RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice ou la perte de base par action correspond au bénéfice net ou à la perte nette disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice net dilué ou la perte nette diluée par action ajuste le bénéfice net de base par action pour tenir compte des effets des actions ordinaires potentielles dilutives telles que les options, les UAR, les UAD et les bons de souscription.

Les calculs du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 sont les suivants :

	Exercices terminés les	
	2023	2022
	\$	\$
Résultat net	5 332	1 398
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	118 011 122	105 276 451
Impact des titres dilutifs		
Bons de souscription	-	2 799 601
Options d'achat d'actions, UAR et UAD	5 194 200	4 965 873
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	123 205 322	113 041 925
Résultat par action – de base	0,05	0,01
Résultat par action – dilué	0,04	0,01

25. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

La Société a les engagements suivants concernant ses propriétés :

Redevances

Conformément aux modalités des contrats d'achat de propriétés, la Société s'engage également à payer les redevances suivantes :

- 2,5 % de redevances nettes de la fonderie (« RNF ») à la Société d'Exploration Géologique de Métaux sur la propriété Amizmiz et sur une zone d'intérêt d'un rayon de 8 km;
- 2,5 % de redevances à Ouiselat Mines (une société marocaine privée) sur les revenus provenant de la propriété Azegour;
- 3,0 % de redevances à ONHYM sur les revenus provenant de la propriété Zgounder, soit 13 054 dirhams (1 289 \$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et 11 295 dirhams (1 114 \$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022; et
- 3,0 % de redevances à ONHYM sur les revenus de la propriété Boumadine.

Engagements à Tijirit

Le projet Tijirit est sujet aux engagements suivants :

- 1 500 \$ CA, payable à Endeavour Mining, suivant la définition d'un inventaire de réserves minérales conforme au Règlement 43-101 de 1 000 000 onces d'or;
- 2 000 \$ payable à l'Agence Nationale de Recherches Géologiques du Patrimoine Minier (« ANARPAM ») suivant le début de la production.

De plus, la Société est aussi tenue de payer les redevances et paiements annuels suivants à l'égard du projet Tijirit :

- Redevance variant entre 4,0 % et 6,5 % au gouvernement de Mauritanie, selon le prix de l'or. Si la production dépasse 50 000 onces, une redevance additionnelle de 0,25 % s'ajoute aux redevances susmentionnées pour chaque 100 000 onces de plus;
- RNF de 1,5 % à Redevances Aurifères Osisko, rachetable à hauteur de 50 % par la Société; et
- 100 \$ à ANARPAM sur la production de jusqu'à 30 000 onces d'or, ainsi que 1 \$ additionnel par once produite entre 30 001 et 300 000 onces d'or.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

25. ENGAGEMENTS ET GARANTIES (suite)

Participation aux profits nets

En 2013, la Société a conclu une entente de participation aux profits nets (« PPN ») avec Global Works, Assistance and Trading S.A.R.L. (« Glowat »), une partie liée à l'ancien PDG et administrateur de la Société, équivalant à 5 % des revenus bruts générés par les opérations de la mine d'argent Zgounder, après déduction des coûts d'exploitation minière et d'usinage. Le 28 juin 2023, la Société a payé un montant de 1,6 million de dollars qui était payable à Glowat en vertu de la PPN et les parties ont résilié l'entente de PPN. Dans le cadre du règlement, toutes les poursuites judiciaires au Canada et au Maroc impliquant la Société, l'ancien PDG et Glowat ont été retirées.

26. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022, les transactions suivantes entre parties liées ont eu lieu dans le cours normal des activités :

- Frais de gestion et honoraires de consultation au Groupe Conseils Grou, La Salle Inc., une société détenue par le président et chef de la direction, de 772 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (768 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022). Au 31 décembre 2023, un montant de 412 \$ (406 \$ au 31 décembre 2022) était dû à cette société;
- Frais de gestion et honoraires de consultation à SRG Guinée S.A.R.L., une filiale à part entière de SRG Mining Inc., une société ouverte dont le chef de la direction de la Société est également administrateur et président exécutif du conseil, de 42 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (57 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022), ainsi que des dépenses d'exploration et d'évaluation d'un montant nul pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (55 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022). Au 31 décembre 2023, un montant nul (montant nul au 31 décembre 2022) était dû à cette société.

Rémunération des principaux dirigeants de la Société

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et les cadres supérieurs de la Société. Au cours des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022, la rémunération accordée aux principaux dirigeants (y compris les montants ci-dessus) était la suivante :

	Exercices terminés les	
	2023	2022
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	1 226	1 188
Honoraires de gestion, de consultation et professionnels	1 146	1 057
Honoraires d'administrateurs	-	23
Rémunération fondée sur des actions	2 320	2 105
	4 692	4 373

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

27. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les états financiers consolidés de la Société comprennent deux filiales, BGM et TIREX, avec des participations ne donnant pas le contrôle (« PDPC »).

ONHYM a une participation non dilutive de 15 % dans BGM. ANARPAM a une participation non dilutive de 15 % dans TIREX, et WAFA Mining & Petroleum a une participation dilutive de 10 % dans TIREX. La Société avait les PDPC suivantes pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 :

	Proportion de la participation et des droits de vote détenus par les PDPC		Total du résultat global attribué aux PDPC		Cumul des PDPC	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
	%	%	\$	\$	\$	\$
BGM	15	15	(6)	1	5	11
ZMSM	-	-	-	931	-	-
TIREX	25	25	(166)	-	4 410	4 576
			(172)	932	4 415	4 587

Le 28 novembre 2022, Aya a acheté, pour la somme de 5 174 \$ (55 000 dirhams), la PDPC de 15 % détenue par ONHYM dans ZMSM. À la suite de l'acquisition, la Société a renversé la PDPC de 3 391 \$ et la différence de 1 783 \$ a été appliquée au déficit.

Le tableau suivant résume l'information relative à ces filiales avant toute élimination intersociété :

	BGM		ZMSM		TIREX		Total des PDPC	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs non courants	19 061	4 590	-	-	25 221	18 376	44 282	22 966
Actifs courants	1 862	666	-	-	6	418	1 868	1 084
Total des actifs	20 923	5 256	-	-	25 227	18 794	46 150	24 050
Passifs non courants	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs courants	21 479	5 182	-	-	9 828	489	31 307	5 671
(Déficit) capitaux propres attribuables aux détenteurs	(561)	63	-	-	10 989	13 729	10 428	13 792
Participation ne donnant pas le contrôle	5	11	-	-	4 410	4 576	4 415	4 587
	20 923	5 256	-	-	25 227	18 794	46 150	24 050
Revenus de l'exercice	-	-	-	38 245	-	-	-	38 245
(Perte) profit attribuable à la société mère	(34)	5	-	5 276	(499)	-	(533)	5 281
(Perte) profit attribuable à la PDPC	(6)	1	-	931	(166)	-	(172)	932
(Perte) profit de l'exercice	(40)	6	-	6 207	(665)	-	(705)	6 213
Trésorerie nette générée (utilisée) dans le cadre des activités d'exploitation	(6)	-	-	4 722	(166)	-	(172)	4 722
Trésorerie nette générée (utilisée) dans le cadre des activités d'investissement	(1 708)	-	-	(2 375)	(1 146)	-	(2 854)	(2 375)
Trésorerie nette générée (utilisée) dans le cadre des activités de financement	-	-	-	(2 348)	-	-	0	(2 348)
Sorties nettes de trésorerie	(1 714)	-	-	(1)	(1 312)	-	(3 026)	(1)

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2023 et 2022

(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

28. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Prise ferme d'actions ordinaires

Le 14 février 2024, la Société a clôturé un financement par voie de prise ferme et a émis 7 573 900 actions ordinaires pour une contrepartie totale de 77 600 \$ CA (57 400 \$) en espèces.

Dette à long terme

Le 20 février 2024, la Société a procédé à un troisième prélèvement totalisant 25 000 \$ sur la facilité en lien avec l'expansion de la mine d'argent Zgounder ([note 9](#)).